

OCTOBRE 2024



# SORTIR DE LA DÉPENDANCE PÉTROLIÈRE

Gérer les risques économiques liés à la transition énergétique mondiale pour les pays exportateurs de pétrole et de gaz et de gaz



PUBLIEZ CE QUE  
VOUS PAYEZ

# MESSAGES CLÉS

---

- La transition énergétique mondiale réduira la demande en combustibles fossiles et entraînera une baisse des prix du pétrole et du gaz. C'est problématique pour les pays dont l'économie repose sur l'exportation de ces ressources.
- D'après une analyse de Carbon Tracker, les recettes publiques pourraient diminuer de plus de 40% dans neuf pays dans le cadre d'une transition énergétique menée à un rythme modéré. Dix autres pays pourraient subir une baisse de plus de 20 %. Cela aurait un impact grave sur les services publics, les salaires du secteur public et l'ensemble de l'économie.
- Selon Natural Resource Governance Institute, un quart des nouveaux investissements des compagnies pétrolières nationales au cours des dix prochaines années - financés par les budgets publics - risquent de devenir non-rentables dans le cadre d'une transition à rythme modéré.
- Les contrats conclus avec les sociétés pétrolières internationales sont souvent structurés de manière à ce que les paiements versés aux entreprises soient concentrés au début de la collaboration, tandis que les gouvernements ne perçoivent des revenus significatifs que bien plus tard. En conséquence, les gouvernements supportent les risques liés à la transition, tandis que les profits des entreprises sont assurés.
- L'expansion des secteurs du gaz et du pétrole tend à aggraver l'endettement international. Si des projets gaziers et pétroliers deviennent des actifs délaissés, ils ne peuvent pas servir au remboursement des dettes, ce qui est particulièrement risqué pour les nouveaux pays producteurs de pétrole et de gaz.
- Pour atténuer ces risques, les gouvernements des pays dépendant de l'exploitation de ces ressources doivent rapidement diversifier leur économie et élargir leurs sources de revenus. La société civile peut aider à établir les visions démocratiques d'une économie post-pétrolière.
- Les gouvernements et la société civile peuvent faire pression sur la scène internationale pour une transition juste vers un monde sans combustibles fossiles. Cette vision propose que les pays les moins dépendants abandonnent le pétrole et le gaz plus rapidement, tandis que les pays les plus riches apportent le soutien et les ressources nécessaires aux pays qui en ont besoin, garantissant ainsi des transitions justes pour toutes et tous.

## À PROPOS DE CE DOCUMENT

---

Les marchés mondiaux de l'énergie traversent une profonde transformation, motivée par la nécessité de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Lorsque la demande mondiale en combustibles fossiles diminuera, les économies qui dépendent des exportations de pétrole et de gaz feront face à des défis majeurs.

Ce document vise à présenter ces défis et les actions que les gouvernements peuvent entreprendre pour les relever. Il résume les recherches menées par Carbon Tracker, Natural Resource Governance Institute (NRGI) et la Civil Society Equity Review, ainsi que d'autres.

## LE CONTEXTE : UNE BAISSÉ DE LA DEMANDE EN PÉTROLE ET EN GAZ, UNE BAISSÉ DES PRIX PENDANT LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

---

De nombreux gouvernements se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. Selon les projections de l'[Agence Internationale de l'Énergie](#) (AIE), si ces engagements sont tenus, la consommation mondiale de pétrole diminuerait de 45 % d'ici 2050, faisant chuter le prix du baril à 60\$ en termes réels (contre environ 85 \$ récemment). Si les gouvernements vont plus loin et atteignent l'objectif de l'Accord de Paris consistant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, la consommation de pétrole diminuerait de 78 % d'ici 2050, avec un prix de 42 \$ le baril en 2030 et de 25 \$ en 2050.

La croissance rapide des véhicules électriques réduit déjà la demande en pétrole pour les voitures, tandis que les énergies solaire et éolienne diminuent la demande en gaz pour la production d'électricité. Ainsi, même si les gouvernements n'adoptent aucune nouvelle politique climatique et ne respectent pas leurs engagements de neutralité carbone, l'AIE prévoit que la consommation mondiale de pétrole et de gaz atteindra un pic dans les années 2020, avant de diminuer progressivement. BP et ExxonMobil

anticipent également un pic de consommation de pétrole dans les années 2020, suivi d'un déclin ou d'un plateau après 2030. Cela marquerait une nouvelle ère.

Depuis les débuts de l'industrie pétrolière moderne au milieu du XIXe siècle, la consommation mondiale n'a cessé d'augmenter, à l'exception de quelques baisses temporaires lors de récessions économiques majeures. La dynamique d'un marché post-pic est assez différente: régie par l'abondance plutôt que par la rareté, elle pourrait entraîner une baisse significative des prix.

L'[Organisation des pays exportateurs de pétrole](#) (OPEP) et l'[US Energy Information Administration](#) (EIA) ont une vision plus optimiste de l'avenir du pétrole, et projettent une croissance constante de consommation jusqu'en 2050 si aucune nouvelle politique n'est adoptée. Quoi qu'il en soit, l'avenir des marchés du gaz et du pétrole est pour l'heure très incertain. De plus, depuis que les gouvernements se sont engagés, lors de la COP28 à Dubaï, à [«entamer une transition d'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques»](#), de nouvelles politiques devraient orienter la demande à la baisse.

## LE PROBLÈME : LES RISQUES QUI PÈSENT PAR LES BUDGETS NATIONAUX DES PAYS DÉPENDANTS DU PÉTROLE

Ces changements auront d'importantes conséquences sur l'économie des pays qui dépendent des exportations de gaz et de pétrole. Selon une étude menée par [Carbon Tracker](#), le gaz et le pétrole représentent plus de 20 % des recettes nationales de 28 pays, et plus de 50 % pour 14 de ces pays. Ces recettes servent à payer les salaires du secteur public, à financer des services publics comme la santé et l'éducation ainsi qu'à investir dans des infrastructures et de nouvelles industries.

La chute du cours du pétrole due à la crise du COVID-19 en 2020 nous a donné un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une transition non planifiée. Par exemple, le déficit fiscal de l'**Irak** en 2020 s'élevait à [15 % du PIB](#). Alors que le pays a épuisé ses réserves financières, il a été à plusieurs reprises [dans l'incapacité de payer](#) le salaire mensuel des employé·e·s du secteur public, la plus importante source de revenus de la population. En parallèle, la [dévaluation](#) du dinar a fait monter le prix de l'alimentation et d'autres produits de première nécessité. La crise a précipité 4,5 millions d'Irakien·ne·s sous le [seuil de pauvreté](#), et a presque fait doubler le taux de pauvreté infantile, qui a atteint 38 %.

Si les effets de la pandémie étaient temporaires, nous faisons désormais face à des pressions structurelles et durables. Contrairement à la pandémie, les gouvernements peuvent et doivent anticiper la transition énergétique à venir, et adapter leur économie en conséquence.

La transition impactera les budgets des gouvernements sur le plan du prix et du volume. Une baisse des prix du gaz et du pétrole entraînera une diminution du montant des recettes par baril produit. Et une baisse globale des volumes de production est synonyme de baisse du nombre de barils.

Le coût de l'extraction du pétrole varie grandement en fonction des pays: il est généralement faible lorsque les conditions géologiques sont simples et que le volume est élevé, mais il grimpe lorsque les

gisements sont techniquement difficiles d'accès et nécessitent des équipements chers (au fond de l'océan par exemple) ou lorsque le secteur est géré de manière inefficace. Les pays comme le **Timor-Leste** et le **Mexique**, où les coûts de production sont élevés, ressentiront davantage l'impact de la baisse des prix, car leurs marges plus faibles seront comprimées. Ils seront également impactés sur le plan du volume: certains projets aux coûts d'exploitation élevés deviendront non viables avec la baisse de la demande mondiale, entraînant une baisse plus rapide de la production.

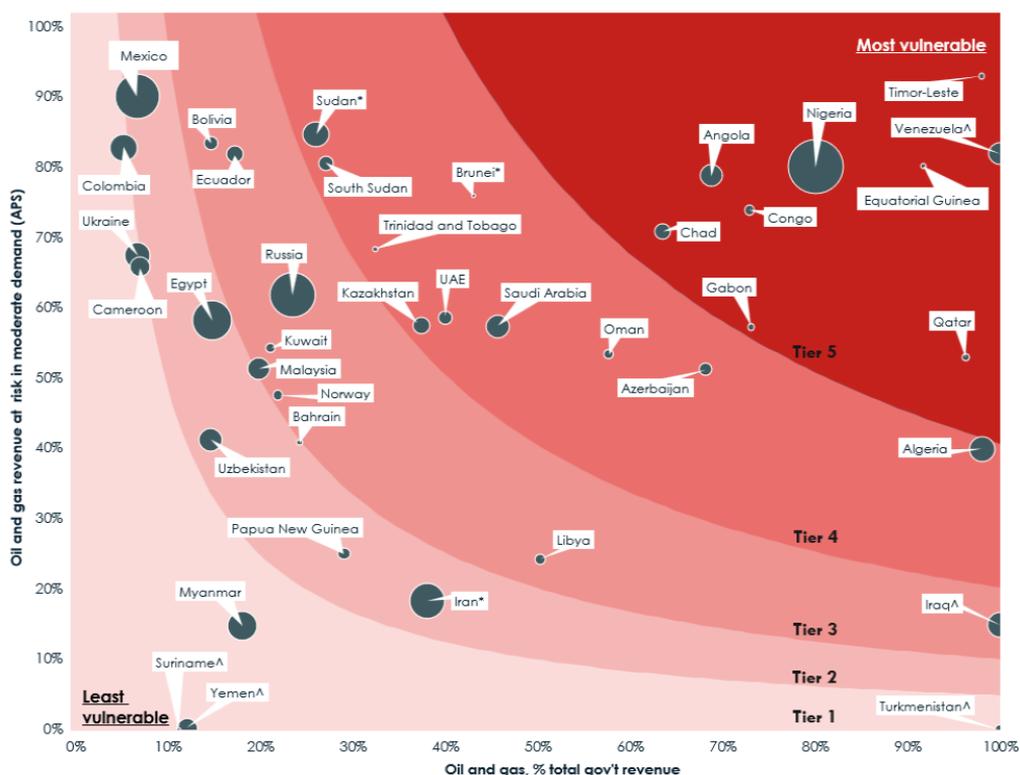
Cependant, il serait faux de penser que les producteurs avec de faibles coûts d'exploitations seront épargnés. Les pays comme le **Koweït** et l'**Irak**, où les coûts de production sont faibles, seront moins affectés concernant le volume (sauf par les quotas de restriction fixés par l'OPEP), car leur production restera compétitive et représentera sûrement une plus grande part de l'approvisionnement mondial. Cependant, si cela a généré une certaine complaisance de la part de plusieurs gouvernements, la réalité est que lorsque les prix mondiaux du pétrole diminueront, cela aura un impact sur les recettes publiques, comme ce fut le cas pour l'Irak lors de la crise du COVID-19. Les pays pour lesquels le gaz et le pétrole constituent une grande part des recettes publiques ou des exportations seront d'autant plus vulnérables.

[Carbon Tracker](#) a estimé l'impact de la transition énergétique sur les budgets des gouvernements des pays dépendants du pétrole dans le cadre d'une transition à rythme modéré où les gouvernements respectent leur engagement neutralité carbone, et où les températures mondiales se stabilisent à 1,7°C au-dessus des niveaux préindustriels (voir Figure 1). L'axe vertical montre l'impact prévu de cette transition à rythme modéré sur les recettes pétrolières et gazières des pays, tandis que l'axe horizontal montre dans quelle mesure les budgets des États dépendent de ces recettes. En multipliant ces deux valeurs, on peut estimer la diminution des recettes publiques.

Neuf pays se trouvent dans le groupe le plus vulnérable, où le total de leurs recettes publiques diminuerait de plus de 40 %. Par exemple, au **Nigeria**, les revenus issus de l'extraction gazière et pétrolière, qui représentent environ 80 % des recettes publiques du pays selon Carbon Tracker,

devraient baisser de 80 % dans le cadre d'une transition à rythme modéré, entraînant une chute de 64% des recettes publiques au total. Dix autres pays figurent dans le deuxième groupe, avec des recettes publiques totales qui diminueraient de plus de 20 %.

Figure 1 : Vulnérabilité des recettes publiques face à la baisse de la demande en pétrole et en gaz dans le cadre d'une transition énergétique de rythme modéré



<https://carbontracker.org/reports/petrostates-of-decline/>

Même certains pays parmi les moins vulnérables sur l'indice de Carbon Tracker seront confrontés à des problématiques économiques. Par exemple, en **Irak** et au **Turkménistan**, les recettes issues de l'exploitation du gaz et du pétrole constituent près de la totalité des budgets gouvernementaux. Sur le long terme, ces pays devront reconstruire leur économie tout entière.

Au lieu de reconnaître ces risques, de nombreux gouvernements misent davantage sur la production de combustibles fossiles, exposant ainsi leur économie à des risques accrus. Le **Nigeria** prévoit de considérablement augmenter

l'extraction de gaz, et a déclaré que les années 2020 seraient la « décennie du gaz ». Si l'extraction gazière et pétrolière du **Mexique** baisse depuis longtemps, le gouvernement espère inverser cette tendance grâce à d'importants nouveaux investissements et subventions. Au **Kazakhstan**, face au déclin des champs « super-géants », le gouvernement vise à intensifier l'exploitation de champs matures (gisements en production depuis longtemps dont le rendement commence à diminuer), à ouvrir de nouveaux sites et à poursuivre l'extraction non conventionnelle, utilisant des techniques comme la fracturation hydraulique pour le pétrole et le gaz de schiste..

## ACTIFS DÉLAISSÉS, ACCROISSEMENT DES DETTES

Si les prix du pétrole et du gaz baissent, les projets les plus coûteux risquent de devenir des actifs délaissés, entraînant des pertes financières pour les investisseurs et les gouvernements. Dans de nombreux pays producteurs de pétrole, les compagnies pétrolières nationales (CPN) jouent un rôle central dans la production. Selon une [analyse réalisée par NRGi](#) basée sur les prévisions actuelles de prix, les CPN ont prévu d'investir 1,8 billion de dollars dans de nouveaux gisements de pétrole au cours des dix prochaines années. Cependant, dans un scénario de transition modérée où les gouvernements atteignent leurs objectifs de neutralité carbone, un quart de cet investissement deviendrait non rentable. Ces risques menacent la viabilité financière de certaines CPN, ce qui peut avoir des répercussions sur leur pays, car les CPN sont essentielles au financement et à la mise en œuvre des programmes étatiques de développement.

Dans certains cas, une mauvaise performance financière des compagnies pétrolières nationales peut impacter l'État de manière générale. La société **mexicaine** Pemex est la [compagnie pétrolière la plus endettée au monde](#). Elle a plus de 100 millions de dollars de dettes, soit environ 8 % du PIB du pays. Après plusieurs sauvetages financiers, la dette de l'entreprise contribue désormais à la dette souveraine du Mexique. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'agence de notation Moody's a baissé la note du Mexique en 2022, augmentant ainsi le coût de l'emprunt et du service de la dette (montant total que le pays doit payer chaque année pour rembourser sa dette).

Plusieurs compagnies pétrolières nationales [reconnaissent](#) ces risques. Par exemple, la société **indonésienne** Pertamina a souligné que l'entreprise « projette de perdre près de 50 pour cent de ses recettes d'ici 2030 si elle ne réagit pas immédiatement en développant d'autres sources de revenus outre l'énergie fossile. » D'autres CPN n'ont pas encore reconnu ces risques. Par exemple, la National Petroleum Company **nigériane** et la National Petroleum Corporation **ghanéenne** n'ont pas abordé la transition mondiale dans leurs publications officielles comme leurs rapports annuels.

Un danger particulier réside dans le fait que le financement de nouveaux projets d'extraction de pétrole et de gaz pourrait aggraver l'endettement international des pays. Le Fonds monétaire international (FMI) rapporte que les découvertes géantes de gaz et de pétrole entraînent généralement une [hausse permanente de la dette publique](#) et, souvent, des épisodes de surendettement. Une étude réalisée par [Overseas Development Institute](#) met en évidence un cycle où la dette augmente lorsque les prix du pétrole et du gaz sont élevés (car une meilleure notation de crédit augmente leur capacité d'emprunt) ainsi que lorsqu'ils sont bas (en raison de la pression accrue sur le budget gouvernemental)..

## LES GOUVERNEMENTS ASSUMENT LES RISQUES

La transition énergétique se fera évidemment progressivement. À court terme, les risques économiques restent relativement faibles. Cependant, à plus long terme, les risques augmentent avec le temps, car la demande pourra avoir considérablement diminué d'ici le milieu des années 2030, par exemple.

Dans de nombreux contrats gaziers et pétroliers, il est courant que [les paiements aux entreprises internationales soient concentrés au début](#), tandis que les gouvernements touchent leurs recettes plus tard. Cela signifie que les entreprises amortissent leurs investissements et perçoivent des bénéfices au début d'un projet, lorsque les

risques liés à la transition sont moindres. À l'inverse, il se peut que la transition ait déjà bien avancé au moment où les gouvernements doivent percevoir des revenus significatifs, ce qui les expose davantage aux risques.

Par exemple, bien que certaines des plus grandes découvertes de gaz au monde aient eu lieu au **Mozambique** en 2010, avec une production démarrée en 2023, le gouvernement ne percevra pas de revenus conséquents avant [le milieu des années 2030](#). Selon une analyse réalisée par [OpenOil](#), les flux de revenus sont si décalés que la participation d'ENH, la compagnie pétrolière nationale du Mozambique, dans les projets gaziers n'a pratiquement aucune valeur, et serait peut-être même devenu un passif. En parallèle, la [dette publique](#) du Mozambique est passée de 37 % du revenu national brut en 2012 à 99 % en 2022.

Les contrats sont plus déséquilibrés pour les pays nouveaux producteurs de gaz et de pétrole. En effet, sans secteur existant, leur pouvoir de négociation est plus faible au moment de négocier avec les entreprises. Par ailleurs, ils n'ont pas encore de connaissance pratique des économies gazières et pétrolières, ni d'expertise concernant les détails techniques des contrats.

Les pays qui cherchent à se lancer dans la production de pétrole et de gaz espèrent que les recettes extractives stimuleront leur économie ainsi que leur développement. Mais avec la transition énergétique, ces pays risquent au contraire de se retrouver avec des actifs délaissés et des passifs coûteux, en proie à des dettes internationales. Un [enseignement](#) tiré de l'étude de la « [malédiction des ressources](#) » est que les pays ont de meilleurs résultats économiques lorsqu'ils développent leur industrie gazière et pétrolière petit à petit. Ils ont alors le temps d'établir des chaînes d'approvisionnement et de former de la main-d'œuvre locale pour tirer parti du secteur, mais aussi créer des institutions pour superviser le processus et la gestion des revenus. Malheureusement, la transition énergétique mondiale ne laisse pas aux pays le temps de faire tout cela et ils sont alors moins à même de tirer des bénéfices de leur activité extractive.

Par exemple, le **Sénégal** espère bénéficier d'exportations de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL), alors que le monde est déjà confronté à une [production excédentaire](#) de GNL ainsi qu'à des contraintes sur la future demande en gaz et en pétrole. Le pays a commencé à [réviser ses contrats](#) avec les compagnies pétrolières internationales par crainte d'avoir laissé une trop grosse part des bénéfices à ces entreprises..

## SOLUTIONS DOMESTIQUES : DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Les gouvernements doivent rechercher au plus vite des manières de diversifier leur économie, afin de ne plus dépendre du gaz et du pétrole et de réduire leur exposition aux risques économiques liés à la transition énergétique. Cela prendra du temps : plusieurs producteurs pétroliers ont cherché à diversifier leur économie depuis les années 1970, voire plus tôt, mais [ce processus est lent](#). Beaucoup sont pris dans un cercle vicieux, car plus une économie est dépendante du pétrole, plus elle se heurte à des obstacles structurels lorsqu'elle souhaite réduire cette dépendance. La conséquence claire est que les gouvernements des économies très dépendantes doivent activement commencer leur diversification au plus tôt, afin d'éviter de subir les préjudices sociaux et économiques entraînés par une transition hâtive.

Il existe deux principales dimensions de diversification. D'abord, les gouvernements devront soutenir la croissance d'autres secteurs pour que le gaz et le pétrole jouent un rôle moins central dans leur économie. Ensuite, ils devront créer d'autres sources de recettes fiscales afin de remplacer progressivement le gaz et le pétrole.

Un enseignement tiré des précédentes diversifications est que, pour réussir, le gouvernement doit mettre en place une stratégie industrielle concertée. Cela signifie identifier les forces, les faiblesses et le potentiel du pays, élaborer une vision pour l'avenir de l'économie et investir de manière ciblée pour lever les obstacles et favoriser cette transition économique

Par exemple, le gouvernement de **Dubaï** a sorti l'émirat de la dépendance au pétrole grâce à une [stratégie concertée](#). Il a pour cela identifié que sa culture marchande historique et sa localisation géographique, à l'entrée du Golfe Persique, lui offraient des avantages structurels pour devenir un pôle logistique commercial. Le commerce a stimulé l'économie et Dubaï a alors développé des secteurs à haute valeur ajoutée comme la finance, l'immobilier et le tourisme.

L'**Indonésie** est un autre exemple de succès. Suite à la chute du prix du pétrole de 1985, le gouvernement a mis en place des réformes économiques visant à stimuler les secteurs de l'industrie, qui nécessite une main-d'œuvre importante, et de l'agroalimentaire. Comme à Dubaï, l'État a joué un rôle de moteur, à la fois en [investissant](#) les recettes pétrolière dans les infrastructures, l'éducation ainsi que les nouvelles industries, et en [favorisant les exportations](#) grâce à une meilleure intégration dans l'économie régionale et mondiale.

Naturellement, toute stratégie doit s'appuyer sur une solide analyse technique, évaluant la viabilité des propositions et leurs perspectives économiques. Cependant, les plans de diversification formulés jusqu'à présent ont souvent été développés avec l'aide du Fonds monétaire international, de gouvernements donateurs et des cabinets de conseil internationaux. L'une des conséquences est que ces plans sont généralement technocratiques et décidés à un haut niveau, sans réelle participation du grand public. Cela a affaibli l'ambition de ces plans et n'a pas permis de créer de pression politique capable de maintenir l'élan, dès lors que l'attention du gouvernement s'est portée sur d'autres questions. Une manière de remédier à ce problème serait de créer une expertise et des capacités de conseil technique à l'échelle nationale, par exemple dans les facultés d'économie des universités locales. Une autre serait d'associer les aspects technique et démocratique pour créer des visions citoyennes de l'économie post-pétrole.

En **Colombie** par exemple, les organisations de la société civile menées par [NRGI](#) ont élaboré un discours commun autour de leur vision pour l'avenir économique du pays après l'ère pétrolière. Au **Nigeria**, [Environmental Rights Action et le Nigerian Labour Congress](#) ont réalisé une enquête conjointe dans certaines régions productrices de pétrole afin de recueillir les avis des communautés locales sur l'économie future.

La production pétrolière génère bien plus de revenus que tous les autres secteurs (à l'exception de certaines formes de finance). La diversification ne consiste donc pas uniquement à remplacer l'extraction pétrolière par un autre secteur qui génère les mêmes recettes : elle passe par une transformation économique fondamentale, reposant sur un plus grand nombre de secteurs. Les gouvernements devront en particulier développer des sources de revenus autres que le pétrole, comme les droits d'accises (taxes sur certains produits spécifiques comme l'alcool ou le tabac), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les impôts sur le revenu et les impôts sur les sociétés. La base de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés s'élargira au fur et à mesure que l'économie se diversifiera. Étant donné que les États dépendants du pétrole présentent souvent des inégalités et une surconsommation énergétique, un [impôt sur la fortune](#) ainsi que sur la [consommation énergétique](#) pourraient être envisagés.

Les gouvernements peuvent mettre en place [plusieurs autres mesures](#) pour soutenir les efforts de diversification. Réformer les subventions liées aux combustibles fossiles peut offrir plus de flexibilité fiscale aux gouvernements et réduire les avantages qui lient l'économie aux combustibles fossiles. Créer un fonds souverain peut stabiliser les revenus au fil de la transition. Par ailleurs, les gouvernements peuvent éviter d'aggraver la situation en renonçant aux investissements risqués dans le pétrole et le gaz et en réexaminant leurs contrats pour s'assurer que les risques économiques de la transition énergétique sont répartis de manière équitable.

## SOLUTIONS À L'INTERNATIONAL : UN ABANDON JUSTE

---

Dans le cadre de la [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#) et de l'[Accord de Paris](#), il est convenu que les pays doivent agir à des rythmes différents pour lutter contre le changement climatique, en fonction de leurs circonstances propres, afin de soutenir le développement durable et en tenant compte de leurs responsabilités communes mais distinctes, ainsi que de leurs capacités respectives. Une mesure que peuvent prendre les gouvernements des économies pétrolières du Sud global est de plaider pour un processus international d'abandon des combustibles fossiles qui soit équitable et qui reflète ces différences.

L'impact de la transition énergétique sera bien plus important pour les pays très dépendants de l'extraction des combustibles fossiles (pour les recettes publiques, l'emploi et/ou l'approvisionnement en énergie) que pour ceux qui bénéficient d'économies plus diversifiées. Il est donc raisonnable de donner aux pays les plus dépendants davantage de temps pour abandonner les combustibles fossiles, ainsi qu'un soutien international, notamment en matière de financement, de transfert technologique et de renforcement des capacités.

Soutenue par plus de 200 organisations, la [Civil Society Equity Review](#) (CSER) évalue à quelle vitesse les pays doivent abandonner leurs activités extractives pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ainsi que le temps dont ils bénéficient pour cela en fonction de leur niveau de dépendance. Elle a conclu que les pays les

moins dépendants, comme le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, devraient mettre fin à leurs activités d'extraction de gaz et de pétrole peu après 2030. Cela permettrait de garder du budget carbone disponible pour les pays qui en ont le plus besoin, ce qui laisserait aux pays les plus dépendants comme l'**Irak**, le **Congo** et l'**Angola** jusqu'à la fin des années 2040 pour mettre fin à leur activité d'extraction. Ce calendrier est certes serré, mais il est le seul qui permet de ne pas dépasser la limite de 1,5 °C.

Certains pays du Sud moins dépendants économiquement devraient aussi abandonner leur activité extractive relativement rapidement. Par exemple, d'ici 2035 pour le pétrole et 2039 pour le gaz pour l'**Égypte**, et d'ici 2035 et 2033 respectivement pour la **Colombie**. Étant donné les besoins de ces pays en matière de développement et les ressources publiques limitées, abandonner l'extraction de gaz et de pétrole ne sera pas une priorité: cela ne sera possible qu'avec un soutien international adéquat.

La Figure 2 ci-dessous montre en quelle année (axe horizontal) divers pays devraient arrêter d'extraire du gaz et du pétrole selon ces principes. La ligne horizontale bleue montre la capacité moyenne mondiale par habitant·e : les pays situés au-dessus de cette ligne offriraient un soutien international (avec leur contribution entre parenthèses), tandis que les pays situés en dessous de la ligne seraient les destinataires de ce soutien.

Figure 2 : Années auxquelles les pays extracteurs de pétrole devraient abandonner les combustibles fossiles, par rapport à leur capacité par habitant-e, et offre de soutien : les pays situés au dessus de la ligne horizontale bleue offrent un soutien, ceux qui se trouve en-dessous le reçoivent.

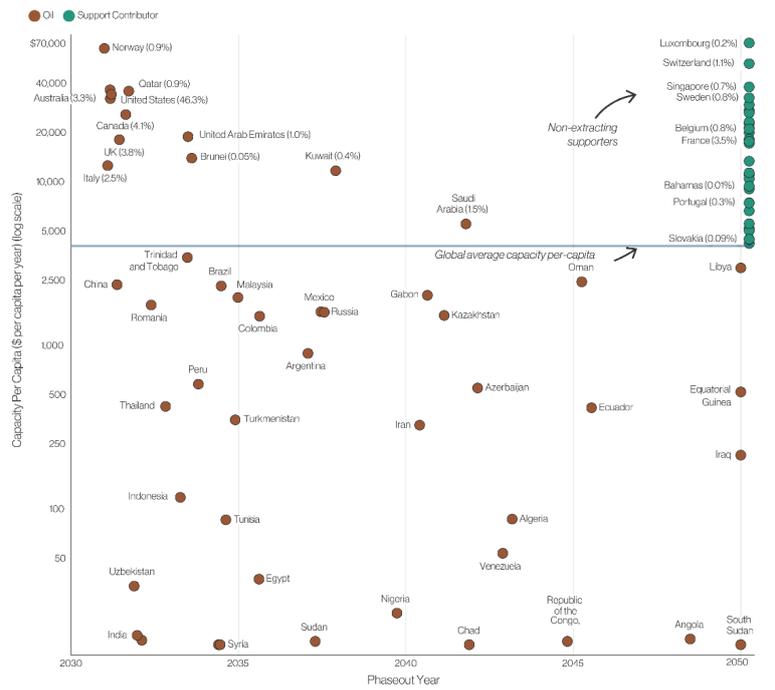


Figure ES-1: Phase-out years for oil-extracting countries plotted against their capacity, and provision of support. The horizontal blue line, set at global average per-capita capacity, delineates countries eligible to receive support for their oil extraction phaseout (below the line) from those that are expected to contribute to this support (above the line). For the latter, the numbers in parentheses indicate the share of the global support they should provide. Support contributors listed on the right edge of the chart (green dots) do not have their own oil extraction to phase out; only some are identified with labels. Countries shown here are those included in the Statistical Review of World Energy, which contains some data gaps that will be closed in subsequent releases of this analysis.

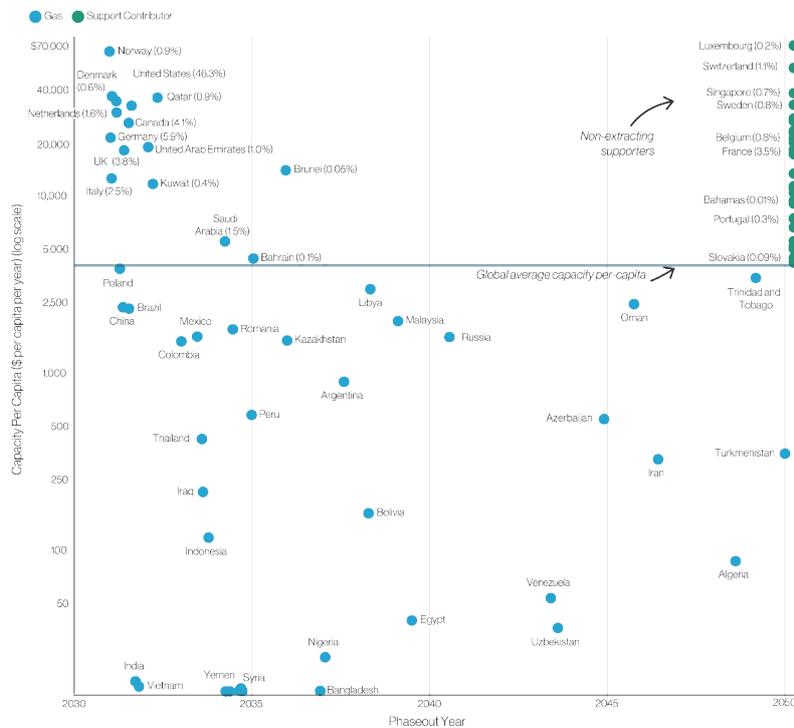


Figure ES-3: Phase-out years for gas-extracting countries plotted against their capacity, and provision of support. See caption of Figure ES-1 for further details.

En plus de plaider pour un abandon juste des combustibles fossiles dans les forums diplomatiques, les gouvernements peuvent quantifier le coût de cet abandon afin de solliciter un financement international. Par exemple, la **Colombie** a annoncé en septembre 2024 un [plan d'investissement](#) de 40 milliards de dollars pour faciliter sa transition d'abandon des combustibles fossiles et son adaptation au changement

climatique. Ce type d'estimation et de plan peut être le socle de [plateformes nationales](#), un modèle de coopération au développement qui suscite de plus en plus d'intérêt. Les gouvernements pourraient aussi s'engager à réduire leurs activités extractives à condition de recevoir suffisamment de financements, comme c'est le cas dans leur [Contribution Déterminée au niveau National](#) dans le cadre de l'Accord de Paris.

## COMMENT PCQVP PEUT S'ENGAGER DANS LA LUTTE CONTRE CE PROBLÈME

---

Ce document met en lumière les risques sérieux qui pèsent sur le développement des pays dépendants du gaz et du pétrole. Il est urgent qu'ils diversifient leur économie. C'est également l'occasion pour eux de plaider pour un abandon des combustibles fossiles qui soit juste à l'échelle mondiale.

En tant que réseau, nous nous engageons toujours plus afin de relever ces défis en exhortant les gouvernements à faire en sorte que leur économie ne repose plus sur les combustibles fossiles, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé

pour compte. Les membres de PCQVP peuvent agir de plusieurs manières : en communiquant dans leur pays sur les risques économiques liés à l'extraction de gaz et de pétrole; en alertant contre les mesures qui pourraient accroître la dépendance aux combustibles fossiles; en plaidant pour des réformes contractuelles qui garantissent un partage équitable des risques de la transition énergétique entre l'État et les entreprises; en promouvant la diversification économique et en réalisant des études; ou en recueillant et en développant des visions citoyennes pour l'économie post-pétrole..



PUBLIEZ CE QUE  
VOUS PAYEZ

Email: [info@pwyp.org](mailto:info@pwyp.org)

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 [www.facebook.com/PublishWhatYouPay](https://www.facebook.com/PublishWhatYouPay)

[www.pwyp.org](http://www.pwyp.org)

Publish What You Pay is a registered charity (Registered Charity Number 1170959)  
and a registered company in England and Wales (No. 9533183).